

Mamoudzou, le 2 mai 2015

Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

Vous n'ignorez pas le climat malsain et délétère qui règne actuellement à Mayotte autour de la Société Immobilière de Mayotte (la SEM chargée entre autre à construire les logements sociaux à Mayotte) et de l'éviction annoncée et souhaitée de longue date par les services de l'Etat à Mayotte, de son directeur général MAHAMOUD AZIHARY.

Cette éviction programmée et réclamée par les service de l'Etat à Mayotte de MAHAMOUD AZIHARY de la direction de la Société Immobilière de Mayotte (SIM) est un signal très inquiétant envoyé à la population mahoraise et plus particulièrement aux cadres locaux, quand on sait que MAHAMOUD AZIHARY est le seul mahorais placé à ce niveau de responsabilité et qui a réussi à redresser une société moribonde à son arrivée, victime de frasques et malversations diverses ayant entraîné même le suicide de l'un de ses dirigeants, René QUARANTA (voir article de presse ci-joint)

Nous avons compris qu'à travers cette éviction, ce ne sont ni ses compétences, ni sa capacité de gestionnaire qui sont en cause. Cette éviction vient parachever un processus engagé depuis quelques années pour le discréditer et le déstabiliser, mais cela n'a pas fonctionné parce que la population retient que MAHAMOUD AZIHARY est le seul dirigeant à donner une place à des jeunes cadres mahorais compétents et à plus de 200 artisans locaux travaillant aujourd'hui pour la SIM.

Nous savons aussi que ce qui se passe aujourd'hui vient de la volonté de certains préfets de Mayotte de régler leurs comptes avec MAHAMOUD AZIHARY, en particulier Thomas DEGOS (qui vient de quitter la DEGEOM pour la préfecture de Morbihan), vexé d'avoir échoué dans sa mission à Mayotte, gêné par une grève contre la vie chère, dont MAHAMOUD AZIHARY est accusé à tort ou à raison, d'en être le maître à penser.

Quoiqu'il en soit, les mahorais savent par expérience que les vieilles rancœurs des hauts fonctionnaires à Mayotte sont tenaces et sont aujourd'hui relayées par tout l'appareil de l'Etat à Mayotte. Cet Etat local reste toujours habité par des réflexes d'un temps révolu et par une volonté de maintenir «l'entre-soi» dans la gestion des affaires locales, vaille que vaille et ce, en total décalage avec la réalité locale et tant pis si les valeurs d'égalité, de justice et d'équité qui caractérisent la République sont bafouées.

La partialité affichée et sans complexe des services de l'Etat à Mayotte en défaveur de MAHAMOUD AZIHARY, pour le pousser à bout ou au suicide comme son prédécesseur René QUARANTA (mais pas pour les mêmes raisons) est connue de tous et visible.

Pour preuve, Madame la ministre de la culture et de la Communication Fleur PELLERIN (sur instigation de la préfecture de Mayotte) vient récemment de s'immiscer dans un différend judiciaire opposant la Société Immobilière de Mayotte à un ancien salarié métropolitain

Vincent LIETARD (qui squatte un logement de la SIM sans droit, ni titre), en prenant le 15 avril 2015 une décision portant ouverture du classement au titre des monuments historiques du logement en question.

Cette décision de classement en urgence qui ne trompe personne défraie la chronique à Mayotte et provoque une indignation de la population Mahoraise. En effet, alors que de nombreux vestiges d'une valeur historique inestimable et justifiant un classement comme monuments historiques sont à l'abandon, Mme la Ministre vole personnellement au secours du logement occupé par Vincent LIETARD qui en réalité demandait avec le soutien de Thomas DEGOS, à se voir offrir ce logement en cadeau de départ de la SIM. D'ailleurs, la Direction de la Culture de la Préfecture à l'origine de cette instruction (voir courrier du préfet du 13 avril 2015) est elle-même souvent indexée par les artistes et les acteurs culturels locaux pour ses décisions partisans, souvent sans rapport aucun avec la réalité locale et généralement au profit d'un petit groupe fait d'entre-soi. Il vous suffira de vérifier.

En laissant agir ainsi les services de l'Etat à Mayotte, vous confortez et confirmez ce que bon nombre de mahorais pensent aujourd'hui, à savoir une République à deux vitesses qui choisit d'ignorer une partie de ses citoyens d'origine mahoraise et qui prend toujours le parti de défendre les intérêts de ceux considérés comme «les siens». C'est cela que les mahorais appellent «l'entre soi» ici, toujours. Cette politique de l'entre soi a aussi les moyens de ses décisions et de ses choix. Il suffit de voir les blocages administratifs organisés localement pour asphyxier financièrement la SIM, pour suspendre les opérations engagées, mettre les artisans sur la paille, tout cela pour alimenter l'idée que le DG de la SIM est un incapable qu'il faut limoger...

Le risque est donc réel et le climat propice à une cassure entre mahorais et métropolitains si aucun signal fort ne vient rétablir les choses et rassurer la population mahoraise sur l'impartialité de l'Etat à l'endroit des citoyens et singulièrement des citoyens mahorais chez qui dominant pour l'heure, le vif sentiment d'être méprisés, humiliés, ce qui inévitablement pousse à la révolte et à l'indignation dont personne ne maîtrise aujourd'hui l'expression à brève échéance. Cette situation est dommageable pour la paix sociale à Mayotte et ternit l'image du gouvernement socialiste accusé de laisser faire et de cautionner ces pratiques localement.

Nous vous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération
Collectif «bassi ivo»

Votre message a bien été envoyé au(x) destinataire(s) suivant(s)

- Christine.taubira <Christine.taubira@justice.gouv.fr>
- bernard.cazeneuve <bernard.cazeneuve@interieur.gouv.fr>
- brice.blondel <brice.blondel@outre-mer.gouv.fr>
- cecile.marquette <cecile.marquette@ps.be>
- christian.poncet <christian.poncet@outre-mer.gouv.fr>
- contact.agenda <contact.agenda@culture.gouv.fr>
- cpaul <cpaul@assemblee-nationale.fr>
- eric.morvan <eric.morvan@interieur.gouv.fr>
- fabrice.bakhouche <fabrice.bakhouche@culture.gouv.fr>
- frontdegaucheberck <frontdegaucheberck@gmail.com>
- jacques.witkowski <jacques.witkowski@outre-mer.gouv.fr>
- jccambadelis <jccambadelis@assemblee-nationale.fr>
- marcvizy <marc.vizy@elysee.fr>
- olivier.pedro-jose <olivier.pedro-jose@justice.gouv.fr>
- pierre-antoine.molina <pierre-antoine.molina@interieur.gouv.fr>
- pierre.rance <pierre.rance@justice.gouv.fr>
- premier-ministre <premier-ministre@pm.gouv.fr>
- relations-publiques <relations-publiques@culture.gouv.fr>
- sec.thierry-xavier.girardot <sec.thierry-xavier.girardot@sgg.pm.gouv.fr>
- secretariat.vizy <secretariat.vizy@elysee.fr>
- secretariat <secretariat@ps.be>
- service-presse <service-presse@culture.gouv.fr>
- sophie.elizeon <sophie.elizeon@outre-mer.gouv.fr>
- sp-delegation <sp-delegation@outre-mer.gouv.fr>
- sppaulangevin <sppaulangevin@outre-mer.gouv.fr>
- veronique.bedague-hamilius <veronique.bedague-hamilius@pm.gouv.fr>
- veronique.bedague <veronique.bedague@pm.gouv.fr>
- yann.battefort <yann.battefort@culture.gouv.fr>

Votre message a bien été envoyé au(x) destinataire(s) suivant(s)

- communication.dgpat <communication.dgpat@culture.gouv.fr>
- isabelle.balsamo <isabelle.balsamo@culture.gouv.fr>
- isabelle.marechal <isabelle.marechal@culture.gouv.fr>
- vincent.berjot <vincent.berjot@culture.gouv.fr>

Votre message a bien été envoyé au(x) destinataire(s) suivant(s)

Monsieur le Député

Comme j'ai vous l'ai annoncé au cours de notre entretien téléphonique, Mayotte connaît des tensions dont personne ne sait où elles vont nous mener à brève échéance. Je vous propose de prendre connaissance du contexte à travers les documents ci-joints et le courrier que nous avons adressé au Premier Ministre, afin d'apprécier la manière dont vous pourriez aider notre collectif à faire entendre sa voix dans ce combat que nous croyons juste et dont nous pensons malgré tout qu'il n'a aucune chance d'aboutir, s'il n'est pas relayé en dehors de Mayotte.

Par avance, je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à notre démarche